

Rapport annuel sur l'état de la France

Réconcilier la France

Déclaration du groupe CFE-CGC

La CFE-CGC félicite les rapporteurs compte-tenu des circonstances dans lesquelles cet avis a été élaboré.

Nous partageons cette volonté de rassembler les Françaises et les Français et de retrouver le chemin de la confiance. La perte de confiance générale de beaucoup de Français envers la classe politique, et plus globalement le « système » dans lequel ils vivent et agissent, n'épargne pas l'entreprise.

De véritables projets innovants sont nécessaires pour redonner de l'espoir dans l'avenir. Nous devons en effet à nos jeunes de mettre en place les conditions de leur épanouissement, de mieux les accueillir dans le monde du travail et de faire baisser le taux de chômage des jeunes. C'est la confiance dans un avenir collectif qui est en jeu. Nous avons des atouts, mais il faudra plus que des discours.

L'avis souligne avec raison que le marché du travail reste très dégradé en France.

La précarité continue d'augmenter malgré toutes les mesures prises pour essayer d'améliorer l'emploi ; du coup les inégalités perdurent y compris dans la formation initiale.

Nous devons donc poursuivre le combat pour lutter contre ces dernières. Ce n'est ni la réforme du code du travail, ni une mondialisation sans convergence sociale et fiscale qui permettront le retour de la confiance et de l'esérance.

Nous soutenons sans réserve les recommandations du CESE qui considèrent que les pouvoirs publics doivent poursuivre et amplifier des politiques favorables au développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'environnement.

Pour le groupe CFE-CGC il y a 5 préoccupations majeures :

- Tout d'abord redonner du pouvoir d'achat aux classes moyennes par 4 actions.
 - en baissant la fiscalité (en n'oubliant ni les familles monoparentales, ni l'encadrement) ;
 - en mettant en place les conditions d'une véritable égalité professionnelle, notamment en matière salariale (au lieu de « salaires »). Cela passe par des négociations de branches ou d'entreprises dans lesquelles les partenaires sociaux disposent des moyens suffisants pour leur permettre de mener correctement les discussions et les négociations ;
 - en facilitant la transmission de patrimoine, notamment entre grands-parents et petits enfants ;
 - en partageant la valeur ajoutée créée.

- Ensuite, en parallèle de la politique de l'offre menée depuis plusieurs années par le gouvernement précédent, il s'agit pour le nouveau gouvernement de s'atteler à la relance de la consommation.
- La troisième préoccupation de notre point de vue concerne l'orientation dès l'école en renforçant les liens entre le monde de l'éducation et celui de l'entreprise.
- La quatrième est d'assortir toute nouvelle flexibilité dans l'entreprise de nouvelles sécurités pour les salariés afin d'être toujours dans cette logique gagnant-gagnant entre entreprises et salariés.
- Enfin ne pas considérer notre système de protection sociale comme variable d'ajustement, bien au contraire le système français permet aujourd'hui à notre pays de se placer parmi les nations les moins inégalitaires d'Europe !

C'est pourquoi le groupe CFE-CGC tient à rappeler son attachement à notre système de protection sociale basé sur des valeurs de solidarité et de sécurité ; mais il souhaite que la lutte contre les inégalités encore nombreuses en France se poursuive car ce système est aussi basé sur l'équité !

Le groupe de la CFE-CGC a voté l'avis et comme le dit Georges Bernanos « L'espérance est un risque à courir ».